



Bolivie - Une révolution de couleur ou une nouvelle vague pour l'indépendance de l'Amérique Latine?

Par [Peter Koenig](#)

Mondialisation.ca, 20 novembre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Guerre USA OTAN](#)

Comme Túpac Katari, chef indigène aymara il y a plus de 200 ans, affrontant les Espagnols, Evo Morales a été trahi et « démembré » par son propre peuple, recruté et payé par les agents de l'élite sombre la plus destructrice, néfaste et meurtrière qui gouverne et a gouverné notre planète pendant deux siècles, les États-Unis d'Amérique. Avec leur monnaie sans valeur, le dollar US, ils créent la pauvreté dans le monde entier, puis achètent les faibles et les pauvres pour comploter contre les dirigeants mêmes qui ont travaillé pendant des années pour améliorer leurs conditions sociales.

C'est devenu un classique. C'est ce qu'on appelle une révolution de couleur, et cela se produit sur tous les continents. La liste des pays victimes comprend, sans être exhaustive, la Colombie, le Honduras, l'Argentine, le Paraguay, l'Équateur, le Chili, l'Argentine, le Paraguay, l'Équateur, le Brésil et, d'une certaine manière, l'Uruguay (le gouvernement actuel de gauche est impuissant et doit le rester, sinon il sera « changé »... c'est le but du jeu). - Il y a ensuite la Géorgie, l'Ukraine, l'Irak, le Sud-Soudan, la Libye, l'Afghanistan, l'Afghanistan, l'Indonésie ; et les dirigeants sans foi ni loi de l'univers tentent le « changement de régime » en Corée du Nord, Syrie, Iran, Venezuela, Cuba, Nicaragua - et sur une échelle plus large la Chine et la Russie (je reviens de Chine - où le gouvernement et le peuple connaissent parfaitement les intentions de Washington, derrière chacun de ses gestes).

En Afrique, Africom, le Commandement militaire US pour l'Afrique, achète presque tous les dirigeants africains corrompus mis en place par les anciens et les nouveaux colonialistes européens de l'Afrique, afin qu'ils puissent continuer à soutirer les richesses du continent. Ces dirigeants africains, soutenus par Africom, contrôlent la population africaine pour qu'elle ne se soulève pas. Au cas où ils n'y parviendraient pas, « ils » ont créé l'escouade de la peur appelée, Boko Haram, une progéniture de l'État Islamique, créée par les mêmes, la CIA, le Pentagone et l'OTAN. Ce dernier représente les alliés européens marionnettes des États-Unis ; ils continuent de violer l'Afrique et de récolter les bénéfices de ses abondantes ressources naturelles, et surtout, ils veillent à ce que les Africains restent soumis et silencieux. Ceux qui ne le font pas peuvent facilement être portés « disparus ». C'est l'Afrique. Mais, ont-ils « remarqué » que l'Afrique bouge, se réveille peu à peu ?

Et oui, sans oublier l'Europe « développée » et industrialisée, où un « changement de régime » sophistiqué au fil des ans a soumis une population largement aisée, engourdie et rendue apathique par un consumérisme sans fin - Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Danemark, Suède, France, Italie, Espagne - regardez ce qu'ils ont fait à la Grèce ! - La Grèce est devenue un drapeau rouge avertissant tous les pays de l'UE qui osent sortir du

chemin dicté par les États-Unis de ce qui pourrait leur arriver.

La liste se poursuit avec les pays d'Europe de l'Est de l'UE, principalement les anciennes républiques soviétiques ou les satellites soviétiques. Ils sont membres de l'UE grâce au Royaume-Uni, la taupe de Washington dans l'UE, ou comme j'aime à l'appeler - la non-union européenne - pas de Constitution, pas de solidarité, pas de vision commune. Ils sont tous farouchement opposés à la Russie et la plupart sont également hostiles à l'Europe, mais ils sont obligés de (et ils aiment) manger et boire dans le bol des subventions de l'UE, avec les compliments des contribuables de l'UE. C'est à peu près la situation dans laquelle nous nous trouvons. Il y a, bien sûr, beaucoup plus de coercition, mais vous voyez le tableau. L'ingérence US est sans fin, impitoyable, imprudente, sans scrupules et mortelle.

La Bolivie n'est que la dernière victime. Le processus de Révolution de Couleur est toujours plus ou moins le même - une longue période de préparation. Le coup d'État contre Evo est en préparation depuis des années. Tout a commencé avant même qu'Evo ne soit élu pour la première fois, lorsque Washington s'est rendu compte qu'après la purge par le peuple bolivien de deux de ses présidents « serviteurs » imposés par Washington, en 2003 et 2005, la Bolivie avait besoin d'un répit. Mais l'empire n'abandonne jamais. C'est une règle d'or inscrite dans leur Constitution non officielle, le PNAC (Plan pour un Nouveau Siècle Américain), dont la rédaction a commencé juste après la seconde guerre mondiale, est régulièrement ajusté et actualisé, voire renommé (de Pax Americana à PNAC), mais est encore en vigueur et en mouvement.

Le premier des deux présidents imposés par les États-Unis au tournant du siècle a été Gonzalo Sánchez de Lozada, également appelé « Goni ». Il a privatisé les riches ressources en hydrocarbures de la Bolivie pour le compte de sociétés pétrolières étrangères, surtout US, pour une maigre somme. Il a été « élu » en 2002 contre le candidat indigène aymara, Evo Morales. Lorsque Goni a été éliminé lors d'un coup d'État sanglant (environ 60 morts) en 2003, il a été remplacé par son vice-Président, Carlos Mesa, le principal opposant d'Evo aux élections du 20 octobre 2019 - qui, suite aux politiques de privatisation de Goni, a également été renversé par les Boliviens en 2005. Cela a conduit à une nouvelle élection fin 2005 - et c'est alors qu'Evo a finalement largement gagné et a commencé sa présidence en janvier 2006.

Ce qu'il a accompli au cours de ses 13 années de présidence est tout simplement remarquable - plus que des réductions significatives de la pauvreté, du chômage, de l'analphabétisme, l'augmentation des indicateurs de santé, des réserves nationales, des salaires minimums, des prestations de retraite, du logement abordable - en général du bien-être ou, comme l'appelle Evo, du « bien vivre ».

C'est alors que Washington a décidé de prendre du recul pendant un certain temps - et de se regrouper, de frapper à nouveau au bon moment. Ce moment, c'était les élections il y a trois semaines. Les préparatifs du coup d'État se sont intensifiés quelques mois auparavant, lorsque le vice-Président bolivien, Álvaro Marcelo García Linera, a déclaré aux médias que des agents de l'ambassade des États-Unis s'ingéraient chaque jour dans les affaires intérieures et locales du pays.

L'élection manipulée de 2002 est décrite dans un film exceptionnel, « [Our Brand is Crisis](#) », un documentaire de 2005 de Rachel Boynton sur les tactiques de marketing politique US en

Bolivie de Greenberg Carville Shrum (GCS) – James Carville était auparavant l'assistant personnel du Président Clinton.

Puis, comme aujourd'hui, le coup d'État a été orchestré par la CIA via l'organe « légitime » de l'Organisation des États Américains (OEA). L'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OEA se vante ouvertement d'avoir payé 60% du budget de l'OEA – « alors, mieux vaut ne pas nous embêter ».

Moins d'une semaine avant les élections du 20 octobre, Carlos Mesa suivait Evo Morales avec 22 points contre 38. Dans des circonstances normales, il est pratiquement impossible qu'en quelques jours, un candidat rattrape une telle différence. Le résultat de l'élection a été Mesa 37% et Morales 47%, ce qui a donné à Morales une victoire au premier tour, car le candidat gagnant a besoin d'une marge de dix points. Cependant, déjà avant le décompte final, l'OEA, les États-Unis et les marionnettes habituelles, l'Union Européenne, se sont plaints « d'irrégularités » électorales – alors que les seules irrégularités avaient été faites en premier lieu, à savoir l'augmentation drastique du pourcentage de Mesa, de 22 à 37 points.

Evo s'est déclaré vainqueur le 20 octobre, suivi immédiatement par de violentes émeutes anti-Évo dans tout le pays, mais surtout dans la région de Santa Cruz, riche en pétrole, où vivent les oligarques et l'élite bolivienne. Les manifestations ont duré environ trois semaines au cours desquelles au moins trois personnes sont mortes, lorsque le dimanche 10 novembre, les militaires, soutenus par l'OEA (USA) ont « suggéré » à Evo de se retirer avec tout son entourage, ou sinon. Il a démissionné et a demandé l'asile politique au Mexique.

Le vice-Président, Alvaro Linera, et la plupart des membres du cabinet de Morales l'ont suivi au Mexique. La Présidente du Sénat, Mme Adriana Salvatierra, également du parti MAS, aurait été, selon la Constitution, la Présidente intérimaire légitime. Mais elle a également été contrainte de démissionner, tout comme Victor Borda, le leader de la Chambre, et Rubén Medinaceli, premier vice-Président du Sénat. Ils ont tous dû démissionner. Au total, une vingtaine de hauts responsables du gouvernement d'Evo se sont réfugiés à l'ambassade du Mexique à La Paz, avant de s'envoler pour le Mexique.

Le mardi 12 novembre, une session extraordinaire des deux chambres (députés et Sénat) de l'Assemblée législative plurinationale (Parlement) a été convoquée pour accepter officiellement la démission du Président Morales, mais les représentants du Mouvement vers le Socialisme (MAS), qui sont majoritaires dans les deux chambres, n'y ont pas assisté car l'opposition leur a dit que leur sécurité et celle de leur famille ne pouvaient être garanties. En conséquence, le Parlement a suspendu sa session faute de quorum.

Néanmoins, Jeanine Añez, sénatrice de l'opposition, s'est déclarée Présidente par intérim et la Cour Constitutionnelle a confirmé la légalité du transfert du pouvoir. Elle fait partie du Mouvement Social-démocrate de droite (à ne pas confondre avec MAS = Mouvement vers le Socialisme), et elle est connue pour être farouchement anti-Morales. Si son couronnement ressemble à celui de Juan Guaido au Venezuela, c'est parce que son autoproclamation ressemble à celle de Juan Guaido, une farce soutenue par les États-Unis. Les États-Unis ont immédiatement reconnu Jeanine Añez comme Présidente (intérimaire) de la Bolivie. Elle, ainsi que Carlos Mesa, ont été formés pour devenir le prochain Président bolivien, lorsque de nouvelles élections auront lieu – probablement en janvier 2020. En particulier, Carlos Mesa est bien connu en tant que partisan des États-Unis de par son premier échec à la présidence bolivienne (2003 – 2005).

Il y a quelques temps, la nouvelle Présidente bolivienne Jeanine Añez, auto-déclarée, raciste aux tendances fascistes, avait tweeté : *« Je rêve d'une Bolivie sans rites indigènes sataniques, la ville n'est pas pour les Indiens qui doivent rester dans les hautes terres ou dans le Chaco »* . Cela dit tout, la direction que prendra la Bolivie, à moins que - à moins que la révolution d'un autre peuple ne mette un terme à ce cours infâme.

L'un des moteurs internes du coup d'État est Luis Fernando Camacho, un multimillionnaire d'extrême droite, originaire de la région de Santa Cruz, où les États-Unis ont soutenu et encouragé le séparatisme. Camacho, un religieux fanatique de la Bible, a reçu le soutien de la Colombie, du Brésil et de l'opposition vénézuélienne - et, bien sûr, il est l'homme de main des États-Unis pour mener le coup d'État de l'intérieur.

Comme le rapporte Max Blumenthal de *The Grayzone* :

« Lorsque Luis Fernando Camacho s'est précipité dans le palais présidentiel bolivien abandonné dans les heures qui ont suivi la démission soudaine du Président Evo Morales le 10 novembre, il a révélé au monde une partie du pays en totale contradiction avec l'esprit plurinational que son dirigeant socialiste indigène déposé avait proposé. Avec une Bible dans une main et un drapeau national dans l'autre, Camacho a incliné la tête en signe de prière au-dessus du sceau présidentiel, accomplissant son vœu de purger le patrimoine autochtone de son pays du gouvernement et « rendre Dieu au palais brûlé ». Camacho a ajouté : « Pachamama ne retournera jamais au palais », en référence à l'esprit de la Terre-Mère andine. « La Bolivie appartient au Christ » .

Pourtant, il y a de l'espoir. Les Boliviens sont connus pour être des défenseurs solides et inébranlables de leurs droits. Ils l'ont prouvé par le renversement de deux présidents successifs imposés par l'étranger en 2003 et 2005, respectivement « Goni » et Carlos Mesa. Ils ont porté leur Aymara Evo Morales au pouvoir en 2006, par le biais d'élections pleinement démocratiques et sous observation internationale.

Il y a d'autres signes en Amérique Latine que les choses ne sont plus ce qu'elles étaient pendant des décennies. Les Latino-Américains en ont assez de leur statut de citoyens US. Il y a un mouvement au Brésil, où Lula vient d'être libéré de prison, contre la volonté du fasciste brésilien Jair Bolsonaro, également imposé par l'étranger, c'est-à-dire imposé par les États-Unis. Certes, la libération de Lula est temporaire, mais avec le soutien massif du peuple qu'il doit obtenir, il sera difficile pour Bolsonaro de le remettre en prison - et de préserver sa présidence.

Les bouleversements sociaux au Chili en faveur de la justice et de l'égalité, contre une Constitution raciste de l'ère Pinochet, violemment opprimée par la police et les forces militaires du Président Piñera, durent depuis des semaines et ne s'arrêteront pas avant qu'une nouvelle Constitution soit élaborée, dans laquelle les revendications des manifestants sont largement intégrées. C'est aussi un signe pour un réveil du peuple. Et la résistance durable contre l'agression nord-américaine du Venezuela, de Cuba et du Nicaragua sont autant d'éléments positifs pour la Bolivie - il ne faut pas les ignorer.

Peter Koenig

Article original en anglais :



[Bolivia - A Color Revolution - or a New Surge for Latin American Independence?](#)

Traduit par [Réseau International](#)

Image en vedette de Massoud Nayeri

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Peter Koenig](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : **[Peter Koenig](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca